

ALLEMAGNE**L'exigence du prolétariat:**

« **WEG MIT HARTZ UND AGENDA 2010! WEG SCHRÖDER!** »

«**RETRAIT DES RÉFORMES ! DEHORS SCHRÖDER !**»

Imposer aux dirigeants de la confédération ouvrière (la DGB), des fédérations (IG-Metall, Ver di,...), au SPD :

RUPTURE AVEC LE GOUVERNEMENT SCHRÖDER-FISCHER ! RUPTURE AVEC LA CDU ! GOUVERNEMENT DU SEUL SPD !

Durant les derniers mois, les mobilisations du prolétariat allemand ont ouvertement posé la question du pouvoir. Grève et manifestations massives dans les usines du groupe Daimler Chrysler en juillet, manifestations du lundi qui, durant le mois d'août rassemblent plusieurs centaines de milliers de travailleurs (et ce, alors même que la direction de la DGB, de l'IG Metall n'y appellent pas) sur les mots d'ordres « *Weg mit Hart-und Agenda 2010! Weg Schröder!* » (Retrait de la réforme Harz IV ! Retrait de l'Agenda 2010 ! Dehors Schröder !). Manifestations qui, après celles des étudiants en janvier, se dirigent, comme à Berlin, au siège du SPD. Tentatives de regroupements à l'intérieur du SPD contre la politique du gouvernement dirigé par Schröder et réunion le 4 juillet à l'Université Humboldt de Berlin de 700 syndicalistes pour discuter de la fondation d'un « nouveau parti de gauche ». C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu à la Diète (Parlement) de trois Länder en Allemagne et dans plusieurs municipalités : la presse met en avant la montée des partis d'extrême droite (plus 251 000 voix dans les trois Länder réunis) et le fort recul du SPD (moins 299 000 voix) ; elle est plus discrète sur l'important recul de la CDU, le parti traditionnel de la bourgeoisie allemande, laquelle perd 484 000 voix dans ces trois Länder. Ces faits, qui à première vue peuvent paraître contradictoires, expriment les questions politiques auxquelles se trouvent confronté le prolétariat unifié et la jeunesse en Allemagne dans leur recherche de s'ouvrir un issue politique.

Il faut rappeler que les travailleurs et de la jeunesse en septembre 1998, puis à nouveau en septembre 2002, lors des élections législatives au Bundestag (la chambre basse du Parlement de l'État fédéral Allemand) ont à l'est comme à l'ouest, voté massivement pour le SPD, contre la CDU-CSU, les partis de la bourgeoisie

allemande, le parti du chancelier Kohl. Et c'est contre la signification de ce vote (mettre un terme aux attaques contre les acquis historiques du prolétariat unifié d'Allemagne) que les dirigeants du SPD ont constitué un gouvernement de coalition avec les Verts, gouvernement qui collabore avec la CDU-CSU au Bundestag, comme au Parlement de divers Länder.

Pour la défense des acquis ouvriers, contre les lois de l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder-Fischer amène le prolétariat allemand à engager le combat contre le gouvernement

Les mots d'ordres qui ont surgi dans les « Montagsdemo » (manifestations du lundi) « *Weg mit Hart-und Agenda 2010! Weg Schröder!* » (Retrait de la réforme Harz IV ! Retrait de l'Agenda 2010 ! Dehors Schröder !) mettent immédiatement à l'ordre du jour la nécessité d'imposer le Front unique des organisations ouvrières, du SPD, de la confédération ouvrières (la DGB) et de ses fédérations (IG Metall, Ver di en particulier) contre le gouvernement Schröder-Fischer, pour lui infliger une défaite politique et le chasser.

Mais chasser le gouvernement que dirige Schröder implique que la mobilisation du prolétariat allemand impose la rupture de ses organisations avec le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie constitué par Schröder. Cela implique aussi de formuler une issue politique, de répondre à la question : par quoi remplacer le gouvernement Schröder-Fischer ? L'affrontement entre le prolétariat allemand et ses organisations (le SPD, l'appareil du DGB, l'appareil des fédérations telles l'IG Metall) pose la question de la constitution d'un nouveau parti. Mais quel type de parti faut-il construire, quel programme politique faut-il mettre en avant ? Telles sont les questions auxquelles se heurtent les mobilisations du prolétariat allemand.

ÉLECTIONS À TROIS PARLEMENTS RÉGIONAUX...

Des élections viennent de se dérouler aux Parlements de trois Länder : en Sarre (petit Land de l'ouest d'un million d'habitants dont la capitale est Sarrebruck) le 5 septembre, et le 19 septembre dans deux Länder de l'est de l'Allemagne, en Saxe (4,6 millions d'habitants avec deux villes importantes, Dresde et Leipzig) et au Brandebourg (Land de 2,5 millions habitants).

La Sarre est l'ancien fief de Lafontaine, dirigeant du SPD qui a démissionné en 1999 de ses fonctions de ministre de l'économie et des finances et de ses responsabilités de président du SPD. Ce petit Land (moitié d'un département français) était autrefois celui des houillères et de la sidérurgie, l'industrie occupe aujourd'hui environ 30% des actifs. Il est dirigé depuis 1999 par la CDU. Le SPD perd 111 000 voix ; il passe

de 44,4% à 30,8% des suffrages (le SPD a perdu les deux-tiers de ses voix depuis 1994). La CDU augmente en pourcentage (elle passe de 45,5% à 47,5% des exprimés) mais elle perd 43 000 voix par rapport à 1999 et plus de 50 000 voix par rapport à 1994. La progression des Verts, du FDP (le parti libéral) lesquels obtiennent un peu plus de 5%, du PDS (2,3%), du NPD (extrême droite 4%) reste marginale. Le responsable national du SPD, Müntefering accuse la tête de liste du SPD (Heiko Maas) d'être responsable de la débâcle car il a critiqué les réformes du gouvernement. Ces résultats expriment en réalité, le rejet par la classe ouvrière de la politique du SPD et du gouvernement que dirige Schröder ; en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire défendant les intérêts de classe du prolétariat, une grande masse des travailleurs s'est abstenu. L'abstention augmente encore : 110 000 abstentionnistes de plus qu'en 1999 (46% en 2004 contre 35% en 1999 et seulement 17% en 1994). Il est nécessaire de rappeler qu'il y a, depuis l'après guerre, une forte participation aux élections en Allemagne.

Dans le Brandebourg, Land qui encercle Berlin et dont la seule ville importante est Potsdam, le taux des actifs dans l'industrie est inférieur à 15%. Le SPD et la CDU dirigeaient ensemble le Land dans le cadre d'une « grande coalition » ; ils perdent chacun une grande partie de leurs voix (moins 160 000 voix pour le SPD qui passe de 39,3% à 31,9% ; moins 66 000 voix pour la CDU qui recule de 26,5% à 19,4%). Le nombre des abstentionnistes est quasi le même bien qu'il recule légèrement en pourcentage du fait de l'augmentation du nombre des inscrits. La DVU (Deutsch Volksunion) parti d'extrême droite, fait 6% (71 000 voix), le FPD progresse de 1,4% (plus 19 000 voix). Quant au PDS, s'il progresse, c'est de façon moins importante que l'annonçaient les sondages (il gagne 70 000 voix et passe

de 23,3 à 28%) ; les Verts gagnent 1,7% (plus 21 000 voix) ; les petits partis présents en 1999 gagnent 70 000 voix. Le Brandebourg est le Land dans lequel se présentait Lothar Bisky, le président du PDS. Le PDS, qui n'est rien d'autre que l'ex parti stalinien (le SED de Honnecker) rebaptisé Parti de la démocratie sociale n'est pas un parti ouvrier ; les travailleurs qui ont voté PDS, ne l'on pas fait par rapport au programmes et à la politique de ce parti, mais par rejet de la politique du gouvernement que dirige Schröder, rejet de la politique d'alliance du SPD avec la CDU. Le Ministre-président du Land SPD a depuis reconduit la grande coalition

Le Land de Saxe est un Land de tradition industrielle et très urbanisé ; Leipzig, ville de plus de 500 000 habitants (un millions avec La Halle, ville jumelle de Saxe-Anhalt) est une métropole industrielle (même si l'industrie est en recul), culturelle et commerciale. En 1989, c'est à Leipzig que les manifestations pour la réunifications de l'Allemagne ont pris naissance. La CDU, parti de Kohl a depuis 1990 fait des scores avoisinant 50%. La CDU qui dirige le Land depuis 1990 perd 375 000 voix (passant de 56,9 à 41,1% elle chute de 15,8%) ; elle perd la majorité absolue mais conserve la moitié des sièges. Le NPD (parti d'extrême droite) gagne 162 000 voix (9,2%), le FPD 99 000 voix (5,2%) les Verts 51 000 voix (5,1%). Le SPD a payé très cher son opposition à la réunification de l'Allemagne (il fait 18% des exprimés en 1990, 16% en 1994), puis de sa politique de collaboration avec la CDU et de la politique anti-ouvrière du gouvernement Schröder-Fischer après 1998 : en 1999, il passe à 10,7% ; il perd 0,9% (28 000 voix) le 19 septembre 2004 par rapport à son score de 1999. Le PDS progresse très peu : il gagne 10 000 voix (passe de 22,2 à 23,1%). Le déplacement des voix du SPD vers le PDS et les Verts est donc relativement faible.

...ET LEUR SIGNIFICATION POLITIQUE

Si ces résultats sont très partiels, ils ont néanmoins valeur de test : le SPD perd 299 000 voix sur les trois Länder. La CDU perd 484 000 voix. Le recul électoral du SPD ne redonne pas pour autant une nouvelle santé à la CDU. L'abstention ouvrière exprime le rejet de la politique menée par le gouvernement de coalition que dirige Schröder et le SPD, mais elle n'ouvre pas d'issue politique à la classe ouvrière. Les combats menés par le prolétariat allemand ont ouvertement mis à l'ordre du jour la nécessité du combat contre le gouvernement Schröder-Fischer, pour le chasser.

Mais ces résultats le montrent, si le gouvernement de coalition que dirige Schröder n'est pas chassé, c'est une défaite historique pour le SPD qui est à l'ordre du jour en septembre 2006, lors des élections au Bundestag et la CDU/CSU reviendra au pouvoir. Appuyée sur la défaite de la classe ouvrière, la bourgeoisie a déjà indiqué sur quel axe l'offensive contre les travailleurs et la jeunesse doit redoubler d'intensité. La déclaration que vient de faire Hörst Köhler, le Président de l'État fédéral en donne une idée : il faut, selon lui abandonner l'exigence

de l'alignement de l'est de l'Allemagne sur l'ouest. Il s'agit, ni plus ni moins que de mettre en œuvre ce que Kohl n'a pu faire dans les années quatre-vingt-dix : mettre totalement en pièce le système des conventions nationales de branches

L'affrontement entre les masses et les directions des organisations traditionnelles, la recherche par la classe ouvrière d'imposer aux dirigeants syndicaux, au SPD une autre politique conduit à cette situation où rien n'est réglé. Les combats engagés par le prolétariat allemand unifié se heurtent aujourd'hui de plein fouet à la politique de soutien au capitalisme en crise de l'appareil syndical (du DGB et de ses fédérations) et du SPD. Dans les combats engagés par le prolétariat allemand durant les derniers mois, s'exprime la puissance du prolétariat unifié d'Allemagne, et en même temps, les mobilisations de la classe ouvrière et de la jeunesse se heurtent à l'absence d'issue politique.

COMMENT SCHRÖDER A-T-IL PU FAIRE ADOPTER LE PLAN 2010 ?

Le numéro 95 de CPS a présenté l'Agenda 2010 de Schröder et mis en évidence la résistance et les combats du prolétariat allemand contre ces plans anti-ouvriers. Schröder a présenté son Agenda 2010 lors d'un discours prononcé le 14 mars 2003. Son plan comporte des baisses d'impôts, l'assouplissement du droit fiscal pour les « créateurs d'entreprises » et une interprétation « plus flexible » du pacte de stabilité et de croissance européen ; il développe surtout une offensive d'ampleur contre les acquis du prolétariat allemand : « réforme » contre les assurances sociales, assouplissement du droit du travail. L'Agenda 2010 intègre aussi les éléments des lois Hartz destinées à réformer le marché du travail.

Le gouvernement Schröder-Fischer s'est immédiatement heurté au rejet et à la résistance du prolétariat allemand. Un sondage effectué en Allemagne a fait état de l'opposition de 52 à 63% de la population.

La résistance et les combats du prolétariat allemand se sont répercutés à l'intérieur de SPD et des syndicats. De multiples motions ont été adressées à la direction du SPD, des délégations ont été organisées. En avril, le congrès du SPD de Hambourg votait, contre l'avis du secrétaire général (lequel était alors Schröder lui-même), l'exigence de convocation d'un congrès extraordinaire du parti ; celui de la Hesse, puis celui du Schleswig-Holstein adoptaient la même position contre Schröder qui n'en voulait pas ; les syndicalistes membres de la commission ouvrière du SPD agissaient en ce sens.

Le 1^{er} juin se tient le congrès extraordinaire du SPD. Schröder une nouvelle fois, menace de démissionner si le congrès ne vote pas son programme. À l'intervention de Schröder (pour qui la seule alternative est le retour de la CDU-CSU), Schreiner responsable de la commission ouvrière du SPD a répondu « *personne n'est pour une autre coalition.* » Quelques jours avant, le dirigeant du syndicat IG Metall Peters déclarait : « *Nous ne voulons pas un autre gouvernement. Nous voulons que le parti dicte sa ligne au Président* ». La Fontaine a renchérit en ce sens.

« NOUS NE VOULONS PAS UN AUTRE GOUVERNEMENT » (Peters)

Fin juin, le gouvernement Schröder-Fischer ainsi protégé par les dirigeants de la DGB, de l'IG Metall, par les dirigeants du SPD, ceux qui, tel Lafontaine se réclament de la « gauche » du SPD avait donc les mains libres : « *début juillet, il repart à l'offensive* » écrivions nous dans CPS.

Durant l'été 2003, le gouvernement Schröder ainsi protégé, la CDU-CSU et le SPD se mettaient d'accord, dans le cadre des commissions parlementaires, sur la réforme de l'assurance maladie : le projet de loi élaboré en commun était voté par le SPD et la CDU en octobre, au Bundestag (où le SPD est majoritaire) ; il fut aussi adopté au Bundesrat (chambre des Länder : la CDU y détient la majorité) ; cela montre la constitution, de fait,

Dans ces conditions, Schröder pu faire avaliser par 90% des votes son Agenda 2010 par le congrès extraordinaire du SPD, lequel paradoxalement avait été convoqué pour s'opposer à la position de Schröder. Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Il est clair qu'on ne pouvait ouvrir une issue politique en demandant à Schröder, « l'ami des patrons » chef d'un gouvernement bourgeois d'alliance avec les Verts de se soumettre au vote du SPD.

En mai juin 2003, la nécessité du combat pour que les dirigeants de la DGB, que le SPD, se prononcent pour chasser le gouvernement Schröder-Fisher, pour un autre gouvernement, un gouvernement du seul SPD était ouvertement à l'ordre du jour. À l'intérieur du SPD, comme à l'extérieur, il fallait combattre pour que le congrès du SPD démissionne Schröder, qu'il nomme un autre gouvernement, un gouvernement du seul SPD. Mais, attaché depuis 1914 à la défense du capitalisme (vote des crédits de guerre avec l'impérialisme allemand), le SPD ne pouvait adopter une telle position. Seule la mobilisation du prolétariat allemand pouvait le lui imposer. Mais aucune force politique, ni à l'intérieur du SPD, ni à l'extérieur n'a combattu pour ouvrir une telle issue.

Dès le lendemain du congrès du SPD, Peters dirigeant de l'IG Metall appelait les seuls métallos de l'Est à la grève pour le rattrapage des salaires de l'est par rapport à l'ouest. Alors même que l'Agenda 2010 cristallisait contre le gouvernement le prolétariat de toute l'Allemagne, alors que se manifestait l'aspiration au combat de tout le prolétariat contre l'Agenda 2010, Peter et l'appareil de l'IG Metall organisait une opération de diversion afin de désamorcer tout combat, toute mobilisation de l'ensemble des métallos contre le gouvernement et son Agenda 2010. La grève des métallos s'est conclut par un échec retentissant. L'article publié dans le numéro 95 de CPS mettait aussi en évidence le fait que Peters qui avait déclaré quelques jours plus tôt « *Nous ne voulons pas un autre gouvernement* », en appelant à cette grève dépourvue de toute perspective politique, protégeait le gouvernement Schröder.

au Parlement d'une « grande coalition » SPD-CDU-Verts... Il faut savoir que toutes les lois n'ont pas besoin d'être votées par le Bundesrat. Mais pour l'Agenda 2010, la CDU/CSU a été associée à la discussion de toutes les lois ; tous les partis politiques ont avancé des propositions de restructuration du système social. Ainsi, dans la commission de conciliation (entre le Bundestag et le Bundesrat) la CDU a « modifié sensiblement » nombre de textes, en particulier ceux concernant le « marché du travail » (la loi sur la protection contre les licenciements et la loi Hartz IV qui a été votée conjointement par le SPD et la CDU au Parlement).

Toutes ces lois de l'Agenda 2010, y compris les lois Hartz ont été votées en décembre 2003 au Bundestag ;

elles sont pour l'essentiel entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2004: la réforme de l'assurance maladie (baisse des cotisations sociales de 13,6 à 12,5% en 2005 ; paiement de 10 euros par trimestre pour les visites chez le médecin, exclusion des prothèses dentaires des remboursements ; fiscalisation des prestations pour congé maternité ; suppression de la part patronale des cotisations maladie en 2007); la nouvelle réforme des retraites (gel des pensions, mise en cause de l'indexation des pensions sur les salaires,..) ; les mesures de baisse des impôts , celles concernant le budget ; les lois Hartz encouragent l'embauche sous contrat à durée déterminée et affaiblissent la loi sur la protection contre les licenciements ; seule l'application des lois Hartz III et Hartz IV a été reportée en janvier 2005.

LES LOIS HARTZ...

L'offensive du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière s'appuie sur le chômage massif en Allemagne : 4,5 millions selon les chiffres officiels (dont 2,1 millions au chômage depuis plus d'un an). Il faut y ajouter plus de 2 millions de travailleurs sans emploi véritable qui ne sont pas comptés dans les chiffres comme chômeurs. En Allemagne de l'est le taux de chômage avoisine 20% depuis plus de dix ans ; il de l'ordre de 8,8% en moyenne pour l'ensemble de l'Allemagne selon les chiffres officiels. Ce chômage massif est utilisé pour faire pression sur les salaires, disloquer les conventions collectives de branche et mettre en cause tous les acquis ouvriers. La « réforme » du marché du travail du gouvernement Schröder-Fischer organise la dislocation de la grille et la baisse générale des salaires. Cette offensive se mène aussi contre les chômeurs, les travailleurs retraités, les malades (le patronat exige la baisse drastique du salaire différé qui, en Allemagne, est passé de 15,3% du PIB en 1990 à 17,5% en 2002, selon le Ministère fédéral des Finances). Jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures de l'Agenda 2010, l'allocation chômage équivaut à 62% du dernier salaire. L'assistance chômage est versée aux chômeurs en fin de droits : elle est d'environ 57% de la dernière rémunération nette et en principe sans limitation de durée. L'objectif est de faire passer de 40 à 14 milliards d'euro le « coût » du chômage; pour le patronat, c'est une masse considérable de salaire différé qui doit être transformée en plus-value..

Les lois Hartz I et Hartz II sont déjà en vigueur. La loi Harz I a créé des Agences de services de personnels , sortes d'agences d'intérim subventionnées, chargées de « l'insertion » des chômeurs. Ces lois ont mis en place,

Ainsi, l'adoption de l'Agenda 2010 montre qu'aucun acquis ne peut être défendu sans engager le combat contre le gouvernement Schröder-Fischer, pour le vaincre et le chasser. Qu'il faut pour cela combattre pour imposer la rupture du SPD, de la DGB et de ses syndicats avec ce gouvernement, et avec la CDU laquelle a mis tout son poids dans l'élaboration et le vote des lois anti-ouvrières. Front unique contre le gouvernement : c'est l'axe sur lequel concluait l'article paru dans CPS numéro 95 : exiger que les dirigeants de ces organisation rompent avec la bourgeoisie, avec le gouvernement, se prononcent pour chasser le gouvernement Schröder-Fischer, pour constituer un « gouvernement du seul SPD ».

des « mini-jobs », elle a aussi créé un statut de travailleur indépendant précaire. Après neuf mois de mise en place, l'Office du travail annonçait 900 000 emplois créés. En réalité, on a remplacé certains emplois , dans les magasins, par exemple, par des contrats avec une entreprise de services : ces salariés gagnent 5,5 euros de l'heure avec un maximum de 400 euros mensuels (l'employeur est ainsi exonéré de cotisations sociales). Ces « mini-jobs » ne donnent droit ni à des vacances, ni à un temps de travail fixe, ni à aucun droit en matière d'assurance maladie....

La loi Hartz III organise la restructuration de l'Office fédéral du travail rebaptisé Agence fédérale du travail. Dans la commission de conciliation, la CDU a imposé le retour aux propositions initiales de Peter Hartz, directeur des ressources humaines de Volkswagen (projet que la « gauche » du SPD avait modifié). La loi Hartz IV décide la fusion de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Ces deux lois ne s'appliqueront qu'à partir de janvier 2005.

La loi Hartz IV raccourcit de 32 à 12 mois la période pendant laquelle le chômeur perçoit une indemnité chômage sur la base de son dernier salaire. Au bout d'un an, les chômeurs ne reçoivent plus que l'aide sociale (équivalent du RMI) : cette indemnité très basses est appelée « Indemnité chômage II »(ICII) ; s'y ajoutera éventuellement selon le nombre de personnes à charge une petite indemnité de logement (IL) et une allocation supplémentaire pour enfant jusqu'à 14 ans. Le montant de cette allocation varie dans le temps et selon le lieu de résidence (Land de l'est ou de l'ouest). Au niveau financier, cela donne, pour une personne seule :

« Arbeitslosengeld II » : les indemnités chômages, fusionnées avec l'aide sociale, après Hartz IV

	Land de l'ouest	Land de l'est
Après 1 an	soit 376 €(I.C II) + 317€(I.L*) = 693 €maximum	soit 425€(I.C II)+248 €(I.L**)673 €maximum
Après 2 ans	soit 361 €+ 317 = 678 €maximum	soit 360€+ 248 €= 608 €maximum
Après 3 ans	soit 345 €+ 317 = 662 €maximum	soit 331€+ 248 €= 579 €maximum

*I.L = Allocation logement + chauffage, soit 317 € à l'ouest

**I.L = Allocation logement + chauffage soit 248 € à l'est

Bien entendu, les systèmes ne sont pas équivalents à l'Est et à l'Ouest : l'allocation logement est plus faible à l'Est (au nom du fait que les loyers seraient moins élevés !) ; mais également après 3 ans, il y a 15 euro de différence sur l'aide sociale (345 à l'ouest au lieu de 331 à l'est). Il s'agit, en réalité de diviser la classe ouvrière entre l'Ouest et l'Est de l'Allemagne : à nombre de reprises les membres du gouvernement dont Schröder lui-même développent un discours traitant les chômeurs de parasites.

... ET LA RÉACTION SPONTANÉE DU PROLÉTARIAT

En juillet, 2,2 millions de chômeurs sur les 4,3 millions que compte l'Allemagne ont reçu un formulaire de 17 pages : le demandeur doit répondre à un questionnaire, indiquer des renseignements sur tous les revenus possibles (travail, allocations familiales, pensions alimentaires, indemnités de licenciements, épargne...) Chaque personne habitant sous le toit, y compris les enfants, doivent déclarer leur revenu, leur épargne (en livret, en action). Si les « économies » dépassent 4 850 euros par personne (homme et femme) et 750 euros pour les enfants, l'allocation sera diminuée. Le questionnaire concerne aussi le logement (surface, type de chauffage, eau chaude compris dans le chauffage ou non). Le demandeur doit répondre sur l'honneur et apposer sa signature toutes les deux pages... Les employés des agences pour l'emploi, pourront, le cas échéant, faire des visites à domicile.

Les dirigeants de l'IG-Metall (Peters), ceux de la DGB ont refusé de se prononcer pour son retrait pur et simple. Ils ont réclamé des « améliorations », notamment

Cette loi oblige de plus, les chômeurs à accepter toute offre d'emploi quelles qu'en soient les conditions, sous peine d'une diminution de 25% de l'aide sociale en cas de refus d'un emploi. Les chômeurs de longue durée seront forcés d'accepter des emplois municipaux pour un ou deux euros de l'heure sous peine d'être privé de toute indemnité de chômage. Ces mesures exercent une énorme pression sur les salaires.

l'alignement de l'Est sur l'Ouest. Le syndicat Ver di (dirigé par Bsirske), ainsi que de nombreuses sections locales de Ver di et IG-Metall ont appelé au retrait de Hartz IV. Mais à la suite d'une rencontre avec Schröder, en juin 2004, la direction du syndicat Ver di ne demande plus le retrait du plan 2010.

C'est ainsi que le 28 juillet, la colère suscitée par ce formulaire et l'annonce du projet du ministre de l'économie des finances et des affaires sociales Wolfgang Clement de contraindre les chômeurs à long terme d'effectuer des travaux dans le secteur public pour un euro de l'heure a déclenché un premier lundi de manifestation à Magdebourg, capitale de Saxe-Anhalt. Il y a en réalité, un lien étroit entre la mobilisation pour le retrait des lois Hartz qui touchent particulièrement les chômeurs (8,5% de la population active à l'ouest et souvent 20% à l'est), contre le travail gratuit et la mobilisation des métallurgistes en défense des conventions collectives.

DAIMLER-CHRYSLER, SIEMENS : NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL

Début 2004, le patronat allemand lançait une nouvelle offensive contre le système de négociation collective afin de faire baisser la valeur de la force de travail. Il prenait appui sur l'adoption et la mise en œuvre de l'Agenda 2010 et la défaite que cela constitue pour la classe ouvrière et sur la collaboration des appareils syndicaux.

Le 12 février 2004 un accord de branche était signé par IG-Metall dans le Bade-Württemberg. Celui-ci prévoyait une augmentation de 4 % des salaires entre 2004 et 2006, mais permettait, dans le même temps, une augmentation du temps de travail sans compensation salariale pour plus de 50% des salariés d'entreprises en difficulté. Ainsi, cet accord de branche signé entre l'association patronale de la métallurgie Gesamtmetall et la fédération de la métallurgie IG Metall autorise-t-il la négociation d'« accords dérogatoires » au niveau de l'entreprise pour permettre l'augmentation – ou la réduction - du temps de travail sans compensation intégrale du salaire.

Ce sont les deux portes-étendards du capitalisme allemand, Siemens et DaimlerChrysler, qui emploient

chacun 160.000 salariés en Allemagne, qui vont engager l'offensive. En juin, Siemens menace de délocaliser 2.000 emplois de Westphalie vers la Hongrie. Le 18 juin, une journée d'action rassemble des dizaines de milliers de manifestants, mais aucune grève n'a lieu. L'accord finalement signé le 24 juin par l'IG Metall prévoit de passer de 35 à 40 heures sans augmentation de salaire, ainsi que l'annualisation dans les deux usines menacées ; l'emploi n'y est garanti que deux ans ; la prime de Noël est supprimée et remplacée par une prime au mérite moitié moins élevée. Cet accord pourra être ensuite étendu à une centaine d'autres usines du groupe en Allemagne.

S'engouffrant dans la brèche ouverte par Siemens, le 8 juillet, c'est DaimlerChrysler qui annonce à son tour, un plan d'économie de 500 millions d'euros par ans sur le dos de ses salariés menaçant de transférer la production de certains modèles en Afrique du Sud. Le plus puissant groupe industriel allemand doit en effet compter avec les pertes faramineuses de ses filiales automobiles à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis (Chrysler) et au Japon (Mitsubishi, que Daimler s'est résolu à abandonner).

« *ES IST KRIEG* » : C'EST LA GUERRE.

Face à ces nouvelles menaces de la direction de Daimler, la réaction des travailleurs est immédiate. Dès le 9 juillet, 9.000 employés de l'usine d'Untertürkheim (Stuttgart) cessent le travail durant une demi-heure et organisent des barrages routiers ; le 10 juillet, l'usine de Sindelfingen (également proche de Stuttgart) cesse la production.

La direction de Daimler dévoile alors plus en détail son offensive : tactiquement, elle concentre son attaque sur l'usine phare du groupe, l'usine de Sindelfingen, proche de son siège à Stuttgart (Land du Bade-Würtemberg). Non seulement il s'agit de la plus importante usine du groupe (40.000 employés), mais c'est également dans cette usine que les acquis des salariés sont les plus importants, davantage que dans les autres usines allemandes du groupe. L'objectif est donc de pouvoir, symboliquement, obtenir des concessions des travailleurs de Sindelfingen afin de tirer l'ensemble des autres usines du groupe vers le bas. Le 12 juillet, la direction annonce l'externalisation de services communs de l'usine (cantine, sécurité, logistique...), la suppression des pauses rémunérées de 5 minutes par heure et le gel des salaires. En cas de refus de l'adoption du plan par les salariés, la direction menace de ne pas assembler un nouveau modèle automobile (la nouvelle classe C) à Sindelfingen, mais à Brême (où les conventions de branche sont moins avantageuses), ou en Afrique du Sud, menaçant au moins 6.000 emplois directs dès 2007¹.

Face à la réaction des métallos de Daimler, IG-Metall est contraint d'appeler à une journée de grève le 15 juillet : la grève est massive, la moitié environ des salariés de Daimler, 60.000 à 100.000 font grève. Toutes les usines allemandes sont paralysées : non seulement les nombreuses usines du Bade-Würtemberg (20.000 grévistes à Sindelfingen, mais aussi à Untertürkheim, Wörth, Rastatt, Mannheim), ainsi que celles de Berlin, Düsseldorf... et Brême. La tension est vive, des salariés défilent sous des banderoles « *Es ist Krieg!* » (C'est la guerre !).

¹ Il est nécessaire de rappeler qu'en août 2001, une grève massive est déclenchée en Afrique du Sud, dans toute la branche automobile, pour obtenir des augmentations de salaire. Cette grève touche entre autres ... l'usine Daimler d'East-London, près du Cap. A ce moment, la direction de Daimler menace de transférer la production au Brésil ou en Allemagne... dans les usines de Brême ou Sindelfingen ! Au Brésil comme en Allemagne, la réaction des syndicats (la CUT et IG-Metall) est immédiate : aucune production supplémentaire pour compenser la grève en Afrique du Sud, aucun transfert d'activité depuis des usines fermées dans d'autres pays ! Après 3 semaines de grève, les travailleurs sud-africains de l'automobile avaient obtenu une augmentation de 9% (au lieu de 7,5%), sans que Daimler ait par la suite cessé ses investissements en Afrique du Sud...

La puissance de cette journée de grève place le gouvernement SPD-Verts dans une situation très délicate. Les conflits chez Daimler, premier employeur privé en Allemagne, ont souvent pris une envergure nationale, et celui-là ne fait pas exception. Le 16, Frank Bsirske, responsable fédéral de Ver di (confédération syndicale des services) annonce que de l'issue du conflit se jouera probablement le futur du temps de travail dans les conventions de branche... Toute la politique du gouvernement Schröder-Fischer vise en effet à réduire la valeur de la force de travail, en s'attaquant aux salaires différés (assurance-maladie et retraite, assurance-chômage) et au temps de travail. L'offensive de Siemens et Daimler s'inscrit dans ce processus. Le 16, Schröder appelle les deux parties à trouver un compromis honorable... à l'image de l'accord signé à Siemens.

Pour protéger le gouvernement, l'appareil confédéral mettra tout son poids pour canaliser l'affrontement. Après un premier échec le 13 juillet, des négociations reprennent le 20, alors que des débrayages massifs touchent encore les usines de Sindelfingen et Untertürkheim. Les négociations s'engagent pendant deux jours et deux nuits à l'issue desquelles un accord est finalement accepté par IG-Metall. Cet accord qui casse la mobilisation des métallurgistes prévoit, selon le syndicat, un plan de 250 millions d'euros d'économie contre 500 millions initialement. Les services communs qui devaient être externalisés, ainsi que les chercheurs doivent accepter le retour aux 40 heures sans augmentation de salaire ; les pauses rémunérées sont diminuées de moitié ; les salaires gelés et les primes seront particulièrement réduites à partir de 2007. En « compensation », la direction annonce un maintien de l'emploi jusqu'en 2012.

Cet accord a suscité la colère des travailleurs, de nombre de syndicalistes : 161 permanents de L'IG Metall ont signé une lettre de protestation.

Il faut savoir que le droit de grève est très réglementé en Allemagne. La « concertation » est une obligation légale contenue dans les lois de 1951-52 et 1976. Le lieu de cette « concertation », c'est le conseil d'établissement auquel participent des représentants des syndicats élus par les salariés aux côtés des représentants des actionnaires. Cette « cogestion » a un objectif : maintenir la paix sociale au sein de l'entreprise. Dans ses statuts, l'IG Metal « *préserve et défend l'ordre fondamental libre et démocratique ainsi que les droits fondamentaux* » de l'État allemand.

Les fonctionnaires n'ont pas droit de faire grève. Dans les entreprises privées, la grève n'est possible que si au terme d'un processus de négociation, il n'y a pas eu accord. Encore faut-il que le Comité directeur du syndicat accepte qu'un référendum soit organisé parmi les salariés de l'entreprise : et selon les statuts de l'IG Metall, il faut que 75% des votants soient favorables pour que la grève puisse être engagée.

Ainsi, le mouvement de grève des 9.000 employés de l'usine d'Untertürkheim (Stuttgart), qui, le 9 juillet, cessent spontanément le travail est totalement illégal. La grève massive à Daimler, comme les manifestations du lundi qui commenceront à peine quinze jours plus tard à Magdebourg participent de la même recherche du prolétariat allemand d'engager le combat contre le gouvernement Schröder-Fischer, pour le chasser : le mot

d'ordre « Weg Schröder » surgira en août dans les manifestations. Dans ce mouvement, le prolétariat allemand cherche à faire voler en éclats le dispositif de « cogestion » institutionnalisé qui garantit la « paix sociale » en organisant la collaboration des syndicats à la gestion de l'entreprise et soumet le prolétariat allemand aux intérêts de la bourgeoisie.

LES « MONTAGSDEMO » : LES MANIFESTATIONS DU LUNDI.

Ce n'est pas la première fois qu'était lancé un appel à de nouvelles « *manifestations du lundi* », et la référence à la mobilisation révolution du prolétariat de l'ex-RDA est, depuis 1990 une référence pour l'ensemble du prolétariat et de la jeunesse allemande. En janvier 2003, contre la préparation de la guerre en Irak, des manifestations ont lieu chaque lundi à Leipzig. Elles rassemblent jusqu'à 10.000 personnes.

L'article publié dans le numéro 95 de CPS rappelait que

« Début 2002, les mobilisations de branches se conjuguent aux manifestations contre l'intervention impérialiste en Irak. (...) Sans doute y-a-t-il, de la part de Schröder que tous les sondages donnent perdant lors des prochaines élections de septembre, la volonté de « répondre » à un refus profond, parmi les travailleurs et la jeunesse, de cette guerre en préparation. Mais sa position est en-même temps conforme aux besoins de l'impérialisme allemand.

Il n'en reste pas moins que c'est en faisant échos à la volonté du prolétariat et de la jeunesse d'interdire toute intervention impérialiste contre l'Irak que Schröder a mené sa campagne ».

Et c'est dans ces conditions qu'aux élections de septembre 2002, une majorité du SPD a été de justesse reconduite au Bundestag.

Mais les « manifestations du lundi » n'avaient jamais, depuis la réunification réussi à rassembler autant de monde. Fin juillet 2004, c'est l'envoi du questionnaire à remplir par les chômeurs qui a été, dans le contexte donné précédemment, le facteur déclenchant d'un mouvement spontané. Les manifestations sont lancées par un rassemblement de 600 personnes à Magdebourg (capitale de Saxe-Anhalt) le 26 juillet ; une semaine plus tard, ils sont 10 000 dans cette même ville et 16 000 le 16 août. Durant tout le mois d'août, les manifestations s'étendent à d'autres villes : 30 000 à 35 000 à Berlin, à Leipzig. Dans nombre de villes ce sont des centaines de manifestants, parfois plusieurs milliers. Les manifestations touchent essentiellement les villes de l'est ; mais elles s'étendent aussi à l'ouest (2 500 manifestants à Cologne le 23 août, 1 000 à Kassel, 1 000 à Nuremberg, 1200 à Sarrebrück...) Ainsi, le mouvement est passé de 600 dans une ville à plus de 200 000 dans près de 200 villes le 23 août.

DES MANIFESTATIONS POLITIQUES.

La référence aux manifestations du lundi qui du 25 septembre au 9 octobre 1989 ont abouti à la chute du mur de Berlin et du régime de l'ex-RDA, est largement spontanée. Ce faisant, en dépit de la confusion, est affirmée la nécessité du combat contre le gouvernement, gouvernement au service du capital, contre un régime politique qui impose la dictature du capital.

Fin 1996, dans un précédent article de CPS, nous écrivions : « La chute du mur de Berlin, la réunification de l'Allemagne est l'aboutissant d'un long processus marqué par des explosions révolutionnaires (mouvement révolution de l'est de l'Allemagne en mars 1953 ; révolution hongroise des conseils en 1956 ; mobilisation en Pologne la même année ; mouvement tchécoslovaque de 1968 ; grève générale d'août 1980 en Pologne). En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, la réunification de l'Allemagne, produit de la mobilisation des masses s'est opérée dans le cadre de l'État impérialisme allemand. Mais la réunification du prolétariat allemand bouleverse le dispositif établi, les relations sociales issues de l'après guerre » La mobilisation révolutionnaire du prolétariat de l'est fait partie de l'histoire récente du prolétariat allemand; elle ne peut être annulée d'un trait de plume : c'est ce qu'atteste la résurgence du mot d'ordre « nous sommes

le peuple ». En 1997, un texte de conférence du Comité, nous précisions :

« La réunification des prolétariat allemands, celle du prolétariat européen sont des acquis pour eux, même si jusqu'à présent, ils n'ont pas été en mesure de les utiliser vraiment »

C'est sur cet acquis que se sont appuyées, en dépit de la confusion, les mobilisations du prolétariat allemand réunifié contre Kohl (en 1996, les manifestants revendiquaient : « *Kohl dehors ! Grève générale maintenant !* »). Protégé par la politique du SPD, de l'appareil de la DGB, Kohl est allé jusqu'au terme de son mandat, en 1998. Aux élections législatives, le prolétariat allemand a cherché à s'ouvrir une issue politique en portant au Bundestag une majorité du SPD (une première fois en 1998, puis à nouveau en 2002)

À l'échelle mondiale, la situation économique est de plus en plus menaçante (explosion de l'endettement, menace sur le dollar...); cela conduit l'impérialisme allemand à frapper le prolétariat afin de faire baisser la valeur de la force de travail ; en dépit des coups portés contre la classe ouvrière, « le coût du travail » est un des plus élevés du monde : ce qu'exige la bourgeoisie allemande, c'est que soit repris tout ce qu'elle a dû concéder comme

amélioration de pouvoir d'achat aux masses de l'ex-RDA, que soient mis en cause les acquis fondamentaux du prolétariat allemand. Si le vote de l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder-Fischer constitue une défaite importante, ce n'est en aucun cas une défaite décisive. La bourgeoisie allemande, pas plus que les autres bourgeoisies d'Europe, n'a pas les moyens d'écraser le prolétariat allemand comme elle le fit dans les années trente. Il lui faut au contraire, avoir recours au SPD, parti traditionnel du prolétariat allemand, aux appareils syndicaux. Et force est de constater que tout en s'efforçant d'utiliser ce parti (en 1998, puis en 2002, la prolétariat allemand a élu à la Diète fédérale une majorité du SPD), le prolétariat allemand se dresse aujourd'hui contre la politique du SPD qui a constitué un gouvernement d'alliance avec la bourgeoisie et contre la politique des appareils syndicaux qui protègent le gouvernement bourgeois que dirige Schröder.

Dans les manifestations du lundi, on est très vite passé du mot d'ordre « retrait de la loi Hartz IV », « retrait de l'Agenda 2010 » au mot d'ordre « Weg Schröder » (« Dehors Schröder ») et « nous sommes le peuple ». L'Humanité souligne ainsi le caractère spontané de cette mobilisation : « Surprises par la force du mouvement de

rue estival, [les organisations politiques, syndicales et citoyennes opposées au gouvernement Schröder] se sont raccrochées » au mouvement. À l'ouest, les manifestants « se sont rangés derrière les bannières des partis, des syndicats et associations entrés dans la protestation » À l'est, les organisations « participaient en soutien au processus », en fin cortège. À Berlin, les cortèges étaient ainsi structurés : ATTAC, puis les anarcho-syndicalistes, puis les syndicalistes de la « gauche » du SPD (l'i), puis le MLPD (parti à tendance « maoïste »), puis les syndicats proprement dit.

À Berlin, les manifestations du mois d'août se sont dirigées vers le siège du SPD ; le 23 août la manifestation s'est scindée en deux : une partie s'est dirigé vers le siège du SPD, une autre partie, sous l'impulsion du PDS et d'ATTAC s'est acheminée vers le siège des Verts (le PDS qui dirige le Land avec le SPD cherchant à se protéger des manifestants).

Les dirigeants nationaux des syndicats n'ont pas appelé à ces manifestations ; mais nombre de sections locales ont apporté un soutien direct. La presse a fait part du fait que certains groupuscules fascistes ont cherché à s'immiscer dans les manifestations, de même des élu de la CDU de l'Est : ils se sont fait éjecter.

« WEG SCHRÖDER! » : DEHORS SCHRÖDER!

Les membres du gouvernement et Schröder lui-même, relayés par la presse, sont intervenus violemment contre les mobilisations. Le porte parole du gouvernement a dénoncé le « niveau élevé d'hystérie », « les manipulations des groupuscules d'extrême droite ».... Le ministre de l'économie Wolfgang Clement a proclamé « Rien que la comparaison (avec 1989) est une insulte au courage civique dont beaucoup d'Allemand de l'Est ont fait preuve ». (Il faudrait rappeler que les dirigeants du SPD, Lafontaine en premier lieu se sont opposé à la réunification). Schröder lui-même a accusé les manœuvres conjointes de la CDU et du PDS pour le déstabiliser... Et la haine de classe de la bourgeoisie s'exprime dans les discours traitant les chômeurs de « parasites » !

En plein mois d'août, Schröder a dû convoquer les dirigeants syndicaux : il a fait quelques aménagements tout à fait marginaux au plan Harz IV. Le 16 et le 23 août les mobilisations se sont amplifiées, le nombre de banderoles comportant le mot d'ordre « dehors Schröder » s'est accru. Ainsi, contre les dirigeants de la DGB, de l'IG Metall, ceux qui se réclament de la « gauche » du SPD, qui le 1^{er} juin 2003, au congrès du SPD ont expliqué « Nous ne voulons pas un autre gouvernement », les « manifestations du lundi » ont

ouvertement exprimé la nécessité du combat contre le gouvernement bourgeois que dirige Schröder pour le vaincre et le chasser.

Dès 1991, cette unification du prolétariat allemand s'est manifestée sur le terrain de classe : importantes grèves avec occupation d'usine à l'est en juin 1991 et manifestations de mineurs de la Ruhr avec une délégation de mineurs de Saxe, etc...Même si les mobilisations à l'ouest et à l'est comportent des aspects différenciés, elles manifestent la puissance sociale et politique du prolétariat allemand réunifié.

À propos des « manifestations du lundi », l'Humanité explique : ce sont « les plus démunis », « les plus meurtris » (sic) qui se « révoltent » ; « Les plus démunis veulent signifier aux dirigeants politique du pays : ça suffit ». Aujourd'hui comme hier, le PCF cherche à évacuer le caractère de classe de ces manifestations, le lien politique étroit entre ces manifestations et les mobilisations des métallos: la volonté du prolétariat allemand unifié de combattre contre le gouvernement que dirige Schröder, pour lui infliger une défaite politique et le chasser. L'Humanité, comme le PCF cherche à masquer le caractère éminemment politique de ces mobilisations

QUELLE PERSPECTIVE POLITIQUE ?

Fin août, le nombre de bannières portant la mention « Weg Schröder » avait encore augmenté. Les propos recueillis parmi les manifestants expriment les problèmes politiques auxquels se heurte le prolétariat allemand : « Il n'y a personne aujourd'hui qui représentent nos intérêts. Mais Schröder doit disparaître » affirment deux femmes à Leipzig.» La

politique du PDS est aussi rejeté : nombre de travailleurs savent, tel cet intervenant dans un rassemblement, qu'« ils ont gardé leurs positions de dirigeants dans les usines, et ils ont mis le feu aux ouvriers » (en effet, ce sont les ex-bureaucrates du SED transformé PDS qui étaient à la tête des entreprises de l'ex-RDA, qui ont dirigé, sur le terrain, la privatisation des entreprises) ; la

survie et les scores électoraux du PDS à l'est sont pour une grande part la conséquence de la politique du SPD ; quant à la CDU, les travailleurs savent qu'elle a voté et participé à l'élaboration des lois issues de l'Agenda 2010.

Le mot d'ordre « *Dehors Schröder* » met ouvertement à l'ordre du jour la nécessité que se réalise le Front unique des organisations ouvrières contre le gouvernement pour le combattre et le chasser.

En imposant que nombre de sections syndicales rejoignent les manifestations, voire y appellent, en organisant des délégations, en dirigeant des manifestations aux sièges du SPD, c'est cette de recherche d'imposer le Front unique contre le gouvernement qui s'est exprimée. Et en même temps, fixer au combat la perspective de chasser le gouvernement Schröder implique de répondre à la question : par quoi le remplacer ?

Une sorte de coordination des délégués élus représentant les villes s'est mise en place. Le 28 août, se tenait à Leipzig une conférence rassemblant 186 délégués représentant 66 villes. Elle adoptait une résolution décidant de convoquer « *une manifestation de l'ensemble du territoire fédéral à Berlin le 3 octobre* » ; sur l'axe : « *pour le retrait de Harz IV* », contre le gouvernement et « *chaque parti qui poursuit cette politique* » ; elle réaffirmait : « *Nous sommes le peuple* ». Cette résolution précisait : « *Mobilisons-nous pour une marche en étoile sur l'ensemble du territoire fédéral à Berlin le 3 octobre. Voilà ce qu'est notre unité allemande !* » Une telle manifestation nationale, en dépit du fait que les dirigeants fédéraux et confédéraux n'y appelaient pas aurait été un point d'appui dans le combat pour la rupture de la DGB avec le gouvernement : pour

cette raison, elle représentait un danger immédiat pour le gouvernement de coalition Schröder-Fischer.

Mais, le 7 septembre, les dirigeants des syndicats ont rencontré Schröder : ils ont décidé « une pause » jusqu'en février 2005 (jusqu'à ce que soit mis en place, entre autre, le dispositif contre les chômeurs) ; ils se sont engagé à ne plus prendre part à des manifestations centrales contre le gouvernement. Puis le 11 septembre, une réunion convoquée par ATTAC mettait en cause les décisions prises par la coordination du 28 août : les mots d'ordres « *À bas Hartz IV ! Le peuple, c'est nous* » étaient rejetés au profit des slogans suivants : « *De la justice sociale au lieu de Harz IV ! Nous avons des alternatives sociales* » Le PDS et les représentants des Verts allaient dans le même sens.

S'appuyant sur le fait que fin août, aucune organisation n'ouvrait aux « *manifestations du lundi* » une perspective politique, les appareils du mouvement ouvrier, flanqués des organisations petites bourgeoises, prenaient ouvertement position contre les mots d'ordre qui centralisaient le combat contre le gouvernement et pour le retrait des lois Harz. Toute une bataille politique se menait contre la date du 3 octobre – fête nationale depuis 1990- Cette date n'était pas « convenable », de même que le mot d'ordre « *Nous sommes le peuple* » : cela aurait donné une orientation « nationaliste », proche des « extrémistes de droite » ! En réalité, cet argumentaire, sous couvert de « lutte contre l'extrême droite », n'avait qu'un seul but : empêcher que le prolétariat de l'est et de l'ouest se centralise contre le gouvernement, dans le cadre de cette « *marche en étoile* » convergeant sur Berlin.

Dans ces conditions, la mobilisation a reflué ; la manifestation du 2 octobre n'a rassemblé que 50.000 personnes.

ON NE PEUT GÉRER AUTREMENT LE CAPITALISME : LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT PRENDRE LE POUVOIR.

La puissance du mouvement spontané du prolétariat unifié d'Allemagne s'est exprimé dans ces manifestations ; de même qu'elle s'est exprimée dans les mobilisations à Daimler Chrysler. Cette spontanéité, en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, est déterminée par l'expérience récente du prolétariat allemand : la mobilisation révolutionnaire qui a conduit à la chute du mur de Berlin ; les mobilisations du prolétariat unifié contre le gouvernement Kohl ; en 1998, en 2002, le vote SPD, exprimait la recherche d'un gouvernement ouvrier.

Dans les manifestations du lundi, manifestations au caractère largement spontané, tous les participants pouvaient lors du rassemblement prendre la parole : nombre d'ouvriers sont intervenus. Dans ces prises de paroles à « micro ouvert », la question du « droit au travail » était au centre « *rappelez-vous tous les mensonges qu'ils nous ont indiqué. Ils ont peint le monde occidental dans des couleurs attrayantes. Maintenant, nous savons la nature du capitalisme ; aux États-Unis beaucoup de gens sont forcés d'avoir deux voire même trois emplois, de travailler 14 heures par jour afin de nourrir leur famille* » « *Nous voulons vivre*

dans la dignité avec notre travail ». De même que la question de l'issue politique : « *1989-2004 : nous sommes trahis une deuxième fois ; la première fois par Kohl, la deuxième fois par Schröder qui avait promis une justice sociale* ».

C'est effectivement le mode de production capitaliste qui est responsable de tous les maux qui frappent la classe ouvrière et la jeunesse. La lutte de la bourgeoisie, de son État, pour le maintien et la défense du taux de profit implique nécessairement que les coups les plus rudes soient portés au prolétariat : s'attaquer au salaire différé (indemnités de chômage, assurance maladie, retraites ...), accroître la flexibilité, allonger le temps de travail, liquider les conventions nationales qui limitent la concurrence entre les salariés et garantissent le salaire... Telles sont les exigences de l'impérialisme allemand (et de toutes les bourgeoisies d'Europe). Tel est le programme que met en œuvre le gouvernement dirigé par Schröder. Et le patronat ne cesse de déclarer qu'il faut aller plus loin encore ! Cela correspond effectivement à la « *nature du capitalisme* ». C'est ce

que perçoit, plus ou moins confusément, une fraction, au moins du prolétariat allemand.

Dans le Programme de Transition – L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^{ème} Internationale » Trotsky écrivait :

« Deux maux économiques fondamentaux, résument l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le chômage et la cherté de la vie.

Ils exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés... Ni l'inflation, ni la stabilisation ne peuvent servir de mot d'ordre au prolétariat car ce sont les deux bouts d'un même bâton. Contre la cherté de la vie, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires....

Sous peine de se vouer lui-même à la déchéance, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers chômeurs chroniques en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le droit au travail est le seul droit sérieux que l'ouvrier ait dans une société fondée sur l'exploitation. Contre le chômage tant « structurel » que

« conjoncturel », il est temps de lancer le mot d'ordre de l'échelle mobile des heures de travail »

Ces revendications sont au cœur des préoccupations du prolétariat allemand; cependant aucune n'est supportable pour le capitalisme, Cela n'a qu'une signification : il doit disparaître. Ce sont ces revendications qu'il faut mettre en avant afin qu'elles deviennent alors des mots d'ordre pour la mobilisation des masses. Ces revendications posent la question du pouvoir, de la prise du pouvoir par le prolétariat, pour qu'il exproprie ceux qui au aujourd'hui détiennent les moyens de production, qu'il élabore et réalise un plan de production répondant aux besoins des masses.

C'est pour quoi, le Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire combat pour que le prolétariat prenne le pouvoir, exproprie le capital, élabore et réalise un plan de production répondant aux immenses besoins des masses. La construction du Parti ouvrier révolutionnaire est aussi indispensable en Allemagne. Mais pour le construire, il faut développer une politique qui réponde aux problèmes auxquels les masses sont confrontées.

QUEL NOUVEAU PARTI CONSTRUIRE ? SUR QUEL PROGRAMME ?

Selon un sondage d'opinion, 20% des Allemands souhaitent un parti politique à gauche du SPD et du PDS (34% à l'Est). En Allemagne un sondage il y a quelques mois indiquait qu'à l'est 80% de la population souhaitait le socialisme (« le socialisme était une bonne idée qui avait été mal appliquée ») et que 50% des allemands de l'ouest approuvaient cette position. Bien sûr les sondages ne sont ni mesures fiables, et encore moins des éléments d'organisation. Mais le fait que de tels sondages existent atteste aussi de l'aspiration du prolétariat à trouver une issue ouvrière à la crise.

Depuis plusieurs mois, dans le mouvement ouvrier allemand se mène une discussion centrale : il faut créer un nouveau parti. Il est à ce propos indispensable de rappeler que l'histoire du mouvement ouvrier allemand diffère de celle du mouvement ouvrier français. En Allemagne, le prolétariat s'est très tôt organisé en parti : le premier parti ouvrier est créé en 1863 à Leipzig : l'Association générale des travailleurs allemand ; en 1869 est fondé le Parti social démocrate (le SPD adhère à l'Association générale des travailleurs, AIT). Le SPD organisation constituée comme parti marxiste est la base du mouvement ouvrier allemand : le SPD a été le vecteur de la constitution de la Confédération syndicale allemande.

Le ralliement du SPD à son impérialisme en 1914, en fait définitivement un parti contre-révolutionnaire (un parti ouvrier bourgeois) : sous sa direction, fut écrasée la révolution de 1919-1920, fut organisée-conjointement avec l'appareil stalinien- la défaite du prolétariat allemand en 1933 ; le SPD participa à la reconstruction de l'État bourgeoisie de RFA après la Deuxième guerre mondiale, à la division du prolétariat allemand. Il prend aujourd'hui totalement en charge les besoins de l'impérialisme allemand : détruire les acquis essentiels du prolétariat allemand, le désarmer politiquement, lui

interdire toute expression politique. Cela dit, en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, la classe ouvrière cherche à utiliser le SPD pour s'exprimer politiquement, se rassembler comme classe face et contre la bourgeoisie et son État. Dans l'affrontement du prolétariat allemand, détruire le SPD comme parti ouvrier, tels sont les objectifs de la « troisième voie » chère à Tony Blair et à Schröder.

Les syndicats sont organiquement liés au SPD ; les trois quart des députés sont issus du milieu syndical. Depuis des mois, la crise qui n'a cessé de s'exacerber au sein du SPD. L'origine de cette crise, c'est la prise en charge par le SPD de la politique du gouvernement Schröder-Fischer, politique de défense des besoins du patronat allemand. Les fédérations critiquent mais elles n'appellent pas à manifester contre le gouvernement et n'engagent aucun combat contre le gouvernement. La critique est aussi très vive dans le SPD; mais aucune issue politique n'a été ouverte. Portant, en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, le prolétariat allemand tout en s'efforçant d'utiliser le SPD pour s'exprimer politiquement, cherche à submerger les appareils syndicaux et le parti ouvrier bourgeois, le SPD.

La question de constituer un nouveau parti participe de ce processus. Elle traverse aujourd'hui le SPD et aussi les syndicats allemands. Le 4 juillet a eu lieu une réunion rassemblant à l'Université Humboldt de Berlin 700 délégués de deux regroupements : Wahlalternative 2006 (Pour une alternative aux élections de 2006) et Initiative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit (IASG : Initiative , travail et justice sociale). Les deux mouvements sont nés séparément.

IASG est issue de l'appareil syndical de l'IG Metall (ex-membres du SPD). En mars 2004, des syndicaliste , à l'ouest de l'Allemagne ont créé une cellule de réflexion ; ils sont ensuite exclus du SPD. Elle s'affirme hostile au

PDS, dénonce leur participation à la gestion de Berlin, de Rostock. Le PDS et ATTAC sont présents dans Wahllalternative 2006. Sur les quatorze membres qui dirigent le regroupement issu de la réunion de juillet, on trouve sept responsables départementaux de l'IG Metall (exclus ou ex membres du SPD), un ou deux membres de Verdi, deux du PDS, une responsable d'ATTAC. En juillet, ils faisaient état de 70 fédérations régionales communes. 10 000 personnes se sont enregistrées sur Internet. La formation issue des deux groupes revendique 4500 membres. Ils envisagent de fonder un nouveau parti fin novembre 2004. Oscar Lafontaine a d'ores et déjà annoncé que si ce parti se constituait il le rejoindrait.

Si leur programme reste à définir, les éléments de leur plate-forme se place sur le terrain parlementaire et électoral ; il faut, disent-ils une « alternative sociale ». Ils affirment vouloir combattre contre le « néolibéralisme » et se prononcent « pour la justice sociale », pour le retour à une politique de « réformes sociales » (sur le modèle de Willy Brandt durant les années 70). Ce programme n'a rien de révolutionnaire ; il n'apporte aucune réponse aux questions auxquelles le prolétariat est confronté ; il se situe totalement dans le cadre de la gestion du système capitaliste.

POUR AVANCER VERS LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE OUVRIR AUJOURD'HUI UNE ISSUE POLITIQUE : GOUVERNEMENT DU SEUL SPD

Il n'y a aucune issue pour le prolétariat allemand, pour la jeunesse (confrontée au chômage, à la mise en cause du droit aux études, à la décomposition de la société bourgeoise..) dans le cadre du maintien, de « l'aménagement » du capitalisme. Pour en finir avec ce mode de production historiquement dépassé, pour réorganiser la production en fonction des besoins des masses, selon un plan de production sous le contrôle ouvrier, il faut que la classe ouvrière prenne le pouvoir, instaure un véritable gouvernement ouvrier. Un tel plan ne peut que s'intégrer à un ensemble plus vaste : les États-Unis socialistes d'Europe. Il faut pour cela, construire un Parti ouvrier révolutionnaire en Allemagne.

C'est en apportant des réponses pratiques, en ouvrant une issue politique, en définissant des revendications transitoires vers le gouvernement ouvrier que l'ont peut franchir des pas pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire en Allemagne.

Les développements récents montrent que le prolétariat allemand cherche de plus en plus à s'engager sur son propre terrain de classe.

Ouvrir à ces combats une perspective politique, en tenant compte de l'état actuel du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes implique de combattre pour que les dirigeants de la DGB, et ses syndicats :

- **Mettent en avant les véritables revendications de la classe ouvrière : abrogation immédiate des lois Hartz et de toutes les lois de l'agenda 2010 !...**

À l'intérieur du SPD des militants syndicaux, des militants du SPD ont fin juillet lancé un appel qui a recueilli 3000 signatures ; ils mettent aujourd'hui en avant le mot d'ordre « *Il n'y a rien de plus urgent que de chasser Schröder* » Mais cette critique virulente de la politique de Schröder ne débouche sur aucun combat pour imposer aux dirigeants des syndicats, à la commission ouvrière du SPD, qu'ils se prononcent pour démettre le gouvernement Schröder ; cet appel n'ouvre aucune perspective politique (son objectif, c'est le « *retour à la vieille social-démocratie* »).

L'importante crise qui secoue le SPD, l'appareil des syndicats est le produit de la prise en charge par les organisations ouvrières de la politique nécessaire au patronat allemand : la mise en cause des acquis fondamentaux du prolétariat allemand, pour faire baisser la valeur de la force de travail. Au point de départ, il y a la résistance massive de la classe ouvrière et le combat contre l'Agenda 2010, le fait que ce combat pose la question du pouvoir, qu'il se heurte à la politique de défense du gouvernement Schröder-Fischer du SPD, de la DGB et de ses fédérations.

La question centrale est donc: sur quelle orientation combattre à l'intérieur du SPD, comme à l'extérieur ? Quel type de parti faut-il construire ?

- **Rompent avec le gouvernement bourgeois SPD-Verts de Schröder : qu'ils cessent toute « discussion » sur ses plans du gouvernement et du patronat !**
- **Qu'ils dénoncent les accords anti-ouvriers : l'accord Siemens, l'accord Daimler-Chrysler...**
- **Qu'ils dénoncent tous les accords de mise en place de la « flexibilité » sous toutes ses formes, refusent de négocier des « accords maisons », toute mesure mettant en cause les conventions de branches.**

Ouvrir une perspective politique, c'est mener campagne pour que les dirigeants de la DGB appellent au combat contre le gouvernement Schröder, qu'ils se prononcent pour un autre gouvernement un gouvernement du seul SPD, qu'ils se prononcent contre le système de « cogestion »,.

Il y a encore une majorité du SPD au Bundestag ; il est encore possible de mener le combat pour que le SPD démette le gouvernement Schröder, pour qu'il rompe avec les coalitions SPD-Verts, SPD-CDU/CSU dans les Länder, comme dans les Assemblées fédérales, pour qu'il forme un gouvernement du seul SPD, appuyé sur la mobilisation des masses. D'un tel gouvernement les masses exigeraient la satisfaction de leurs revendications.

Combattre sur cette orientation, à l'intérieur comme à l'extérieur du SPD, c'est mettre des jalons pour avancer vers la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.